

MUNICIPALES  
**2020**

# Toulouse

Bilan de votre ville  
7 thématiques en chiffres clés

INSTITUT  
MONTAIGNE



# Municipales à Toulouse

## 1. Bilan et analyse de la santé financière

<b>Chiffres clés de la ville</b>					
	<b>2018</b>	<b>2014</b>		<b>2008</b>	
Population	479 638	455 002		398 423	
<b>Dépenses</b>					
	M€	Evolution depuis 2014	M€	Evolution depuis 2008	M€
Dépenses totales	711	- 10 %	789	- 14 %	824
Dépenses par habitant (€)	1483	- 14 %	1734	- 28 %	2070
Charges de fonctionnement	567	- 11 %	638	- 9 %	620
Emplois d'investissement	145	- 5 %	152	- 29 %	205
Charges de personnel	320	- 9 %	350	- 4 %	332
Charges de personnel par habitant (€)	667	- 13 %	769	- 20 %	834
Dépenses d'équipement	133	- 10 %	148	- 27 %	183
Dépenses d'équipement par habitant (€)	277	- 15 %	325	- 40 %	460
<b>Recettes</b>					
	M€	Evolution depuis 2014	M€	Evolution depuis 2008	M€
Recettes totales	733	- 7 %	790	- 22 %	936
Produits des impôts locaux	265	+ 23 %	216	+ 23 %	216
Produits des impôts locaux par habitant (€)	553	+ 17 %	475	+ 2 %	543
DGF	70	- 29 %	97	- 29 %	97
DGF par habitant (€)	146	- 32 %	213	- 40 %	244
<b>Dettes et financement</b>					
	M€	Evolution depuis 2014	M€	Evolution depuis 2008	M€
Dettes	142	+ 106 %	69	+ 125 %	63
Dettes par habitant (€)	296	+ 95 %	152	+ 87 %	158
Dettes/CAF (en années)	2,2 ans	+ 0,1 an	2,1 ans	N/D	N/D

<b>Chiffres clés de l'intercommunalité</b>			
	<b>2018</b>		
Population de l'intercommunalité	768 494		
	<b>M€</b>	<b>Montant par habitant (€)</b>	<b>Depuis 2014 (%)</b>
Dépenses totales – budget total	1 431	1 861	+ 50 %
Dette	1 032	1 343	+ 55 %

La ville de Toulouse compte 479 638 habitants en 2018, et connaît une démographie dynamique (+ 4,5 % entre 2011 et 2016). Pour autant, ses dépenses budgétaires sont en diminution sur la période 2014-2018 : en effet, le budget total pour 2018 s'élève à 711 M€, en recul de 9,8 % comparé à 2014. Les dépenses par habitant de la ville par habitant s'élèvent à 1 483€ en 2018, contre 1 734€ en 2014. A noter que la métropole de Toulouse a vu le jour le 1er janvier 2015.

En 2018, dans le budget global, les principaux postes de dépenses sont l'éducation (27 %), les moyens généraux (23 %), la culture (11 %), la famille (10 %) et le logement (10 %).

Les dépenses d'investissement s'élevaient à 144,5 M€ en 2018, dont 133,2 M€ consacrés à des dépenses d'équipement. Il s'agit principalement de dépenses directes car seulement 2 M€ ont été distribuées en subventions d'équipement.

Ces investissements s'inscrivent dans le cadre du plan pluriannuel 2015-2020 d'investissement qui cherche à mobiliser 788 M€ d'investissement dont 28,6 % dans l'éducation et 15 % dans la modernisation des moyens généraux.

Le principal poste de dépenses de Toulouse est constitué des dépenses de personnel, qui représentent 56,4 % des charges de fonctionnement. Cette proportion est en baisse pour la deuxième année consécutive après une forte hausse au début de la mandature (de 55 % en 2014 à 59 % en 2016). Ce niveau demeure toutefois plus haut qu'en 2008 et 2014.

S'agissant des recettes, elles se répartissent, en 2018, entre 609 M€ de produits de fonctionnement et 124,2 M€ de ressources d'investissement.

Les impôts locaux représentent 44,8 % du total des produits de fonctionnement en 2018, ce qui reste inférieur à la moyenne de la strate (47,6 %), mais s'en rapproche. Le produit de la fiscalité locale est en progression constante sur la période. Il s'établit à 265,3 M€ en 2018, contre 216 M€ en 2014. Il a connu une hausse conséquente en 2015, du fait notamment d'un relèvement des taux de la taxe foncière et de la taxe d'habitation voté par la commune, et progresse d'environ 1,5 % par an depuis, du fait pour l'essentiel du dynamisme des bases fiscales.

En 2018, comme déjà en 2014, la ville de Toulouse exerce une pression fiscale sensiblement moins importante que les villes de la même strate. S'agissant de la taxe d'habitation, le taux voté (18,25 % contre 22,02 % pour la strate) est inférieur à la moyenne de la strate et les réductions de base accordées sur délibérations (285 euros en moyenne par habitant, contre 211 euros pour la strate) sont supérieures. De même, le taux de la taxe foncière voté par le conseil municipal est également inférieur de 3,5 points à la moyenne des communes de même strate.

La dotation globale de fonctionnement (DGF) servie par l'État est en nette diminution, passant de 96,9 M€ en 2014 à 69,6 M€ en 2018. Néanmoins, elle a été plus que compensée par la hausse de la fiscalité décidée par la commune sur la même période.

Les efforts de réduction des dépenses de fonctionnement et le maintien global des recettes de fonctionnement permettent à Toulouse d'afficher, depuis 2014, une capacité d'autofinancement (CAF) doublée en quatre ans (passant de 32,6 M€ en 2014 à 65,7 M€ en 2018). Cela a permis à la ville de maintenir un programme d'investissement dynamique, en dépit de la baisse du FCTVA et des subventions à l'investissement.

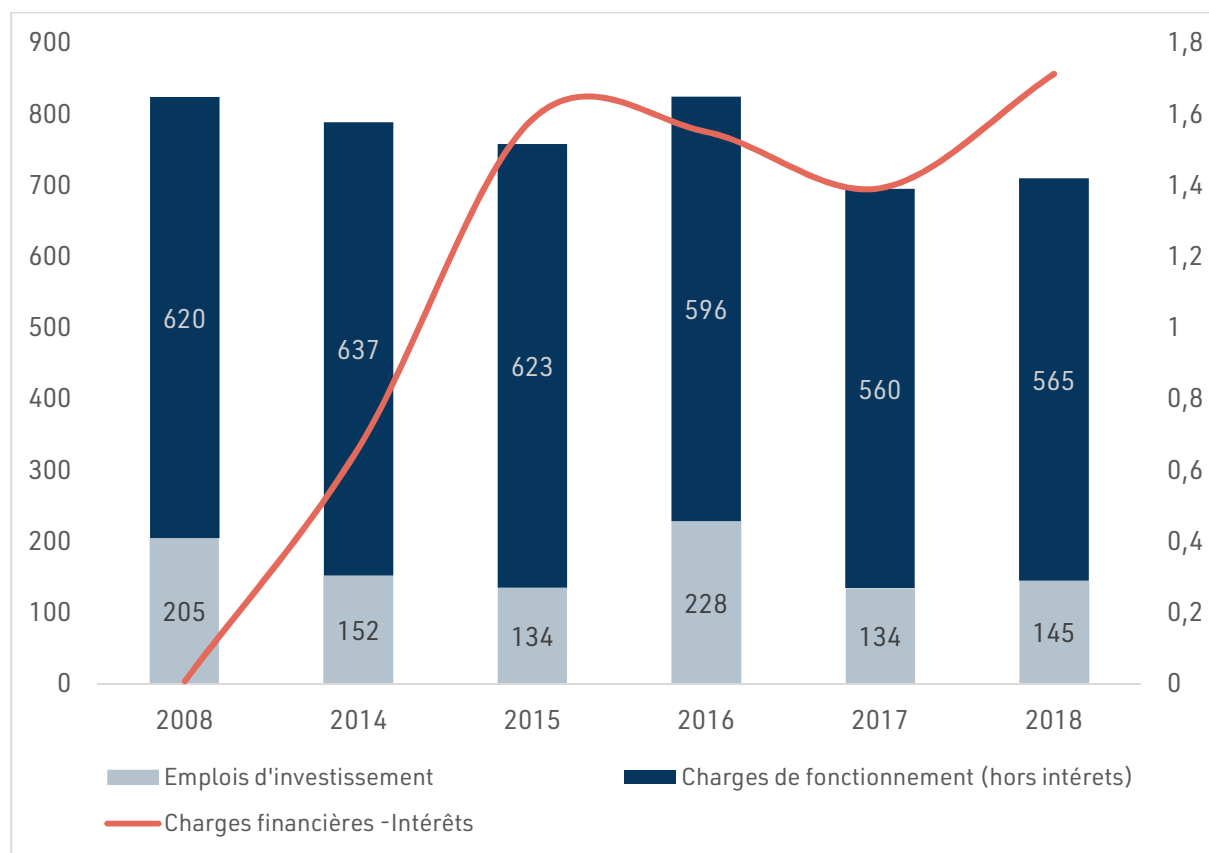
Par ailleurs, afin d'assurer le maintien de son programme ambitieux d'investissement, la ville de Toulouse avait contracté à fin 2018 une dette de 141,8 M€, dont l'intégralité était bancaire ou assimilée. L'encours de la dette, s'il n'avait que légèrement augmenté durant la mandature précédente (+10 % entre 2008 et 2014), a été plus que doublé entre 2014 et 2018. Ainsi, la dette par habitant est passée de 152 euros en 2014 à 296 euros en 2018. Si l'encours de la dette a fortement cru, la ville de Toulouse affiche pour autant une capacité de désendettement rapide et peu risquée de 2,2 années (contre 2 années de CAF en 2017).

### 1.1. Les dépenses

Les dépenses consolidées de la ville de Toulouse (dépenses de fonctionnement et emplois d'investissement) s'élevaient en 2018 à 711 M€. Si elles étaient en hausse de +2,2 % par rapport à 2017, elles ont baissé de près de 10 % entre 2014 et 2018, alors mêmes qu'elles avaient déjà reculé de -4,2 % au cours de la mandature précédente.

Le total des charges de fonctionnement s'élève à 567 M€ et les dépenses d'investissement à 145 M€.

**Graphique 1 : Évolution des dépenses de la ville de Toulouse 2008-2018**  
(en M€ à gauche et en % à droite pour les charges financières)



Source : DGFIP

### a) Les dépenses de fonctionnement

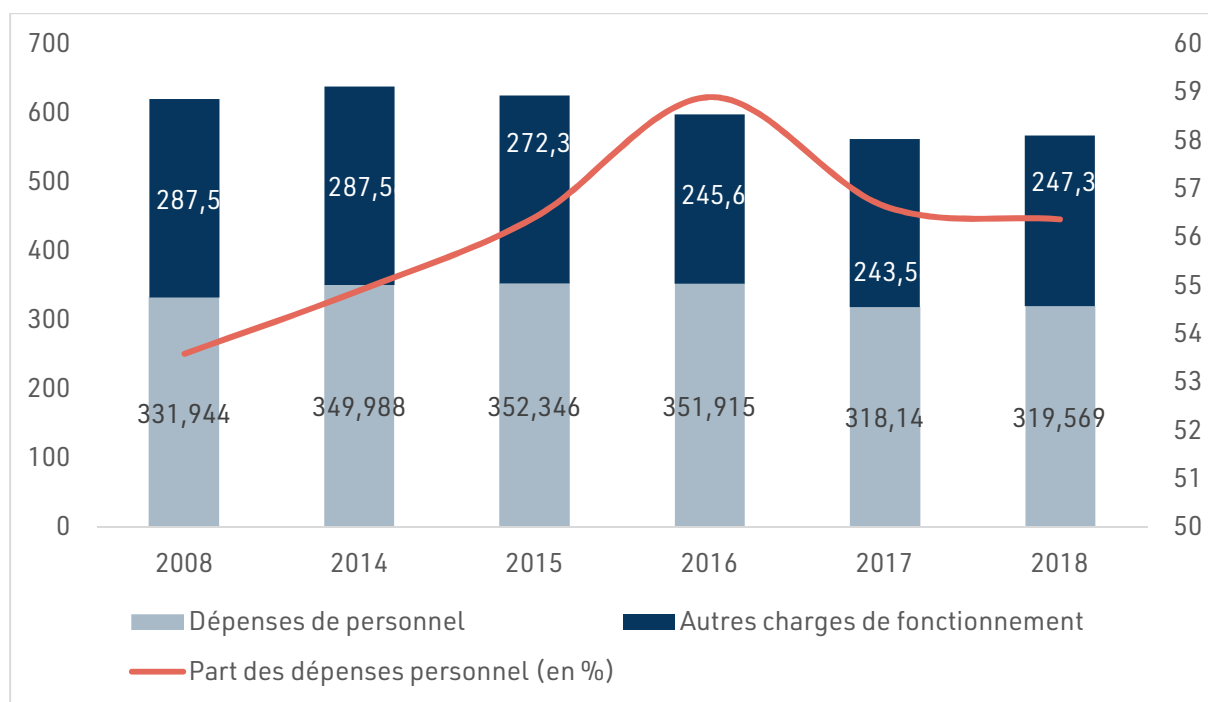
Les dépenses de fonctionnement de la ville de Toulouse sont en recul constant depuis 2014 (avec une légère reprise à la hausse en 2018), passant de 638 M€ à 567 M€. Elles ont ainsi baissé de 6,5 % entre 2014 et 2016. Depuis 2016, les dépenses de fonctionnement sont en légère augmentation mais qui, neutralisée des effets de périmètre de compétence (transfert de l'opéra et des cimetières à la métropole), reste contenue en deçà de l'inflation (+2,3 %).

Dans le détail, les frais de fonctionnement ont reculé en 2014, 2015 et 2016, mais ont crû de +2,5 % en 2017 et +1,2 % en 2018. Les autres charges de gestion courante ont été continuellement en recul ou en très légère croissance inférieure à l'inflation.

Le principal poste de dépenses de Toulouse est constitué des dépenses de personnel qui représentent 56,4 % des charges de fonctionnement. Cette proportion est en baisse pour la deuxième année consécutive après une forte hausse au début de la mandature (de 55 % en 2014 à 59 % en 2016). Ce niveau demeure toutefois plus haut qu'en 2008 et 2014. D'ailleurs, si l'on isole les effets de périmètre de compétence (transfert à la métropole de la gestion des cimetières et théâtre notamment en 2016), les dépenses de personnel continuent à croître à périmètre constant (309 M€ en 2016 après retraitement et 319,8 M€ en 2018). Néanmoins, un effort a été fait en 2018 avec une augmentation de +0,4 % (vs. 2017) soit inférieure à l'inflation.

En 2018, le nombre d'ETP a crû de +67 soit +1,03 % notamment du fait de la montée en puissance de la police municipale. Le nombre d'agents a globalement baissé depuis 2015 (effectifs pourvus de 7 418 en 2015) contre 6 730 à fin 2018 même si la baisse s'explique en grande partie par les changements de périmètres de compétence.

**Graphique 2 : Dépenses de personnel dans les dépenses de fonctionnement de la ville de Toulouse 2008-2018 (en M€ à gauche et en % à droite)**



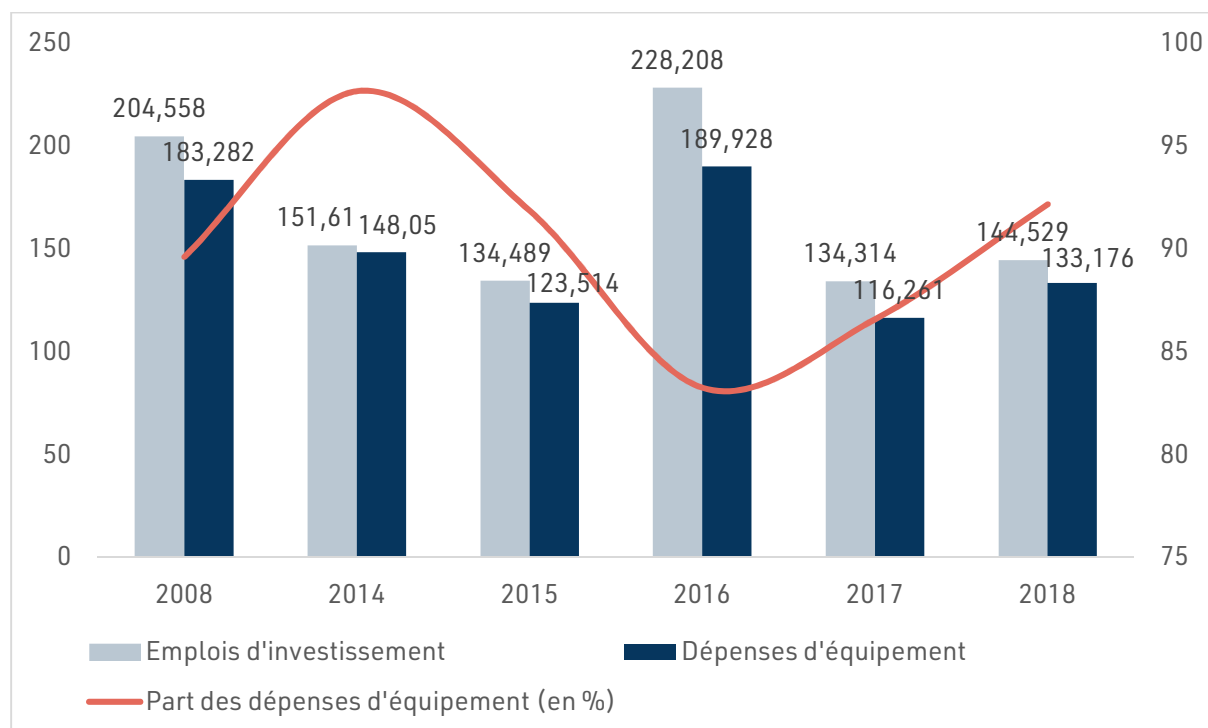
Source : DGFIP

### *b) Les dépenses d'investissement*

Les emplois d'investissement de la ville de Toulouse s'élevaient à 144,5 M€ en 2018 dont 133,2 M€ étaient consacrés à des dépenses d'équipement. Ces dépenses sont principalement des dépenses directes car seulement 2 M€ ont été distribuées en subventions d'équipement.

Ces investissements s'inscrivent dans le cadre du plan pluriannuel 2015-2020 d'investissement qui cherche à mobiliser 788 M€ d'investissement dont 28,6 % dans l'éducation (construction de 10 groupes scolaires) et 15 % dans la modernisation des moyens généraux. A fin 2018, près de 60 % du plan d'investissement sur les moyens généraux avait été exécuté et 57 % sur l'éducation. Les investissements relatifs à la sécurité avaient été eux exécutés à près de 80 %.

**Graphique 3 : Dépenses d'équipement dans les dépenses d'investissement 2008-2018**  
(en M€ à gauche et en % à droite)



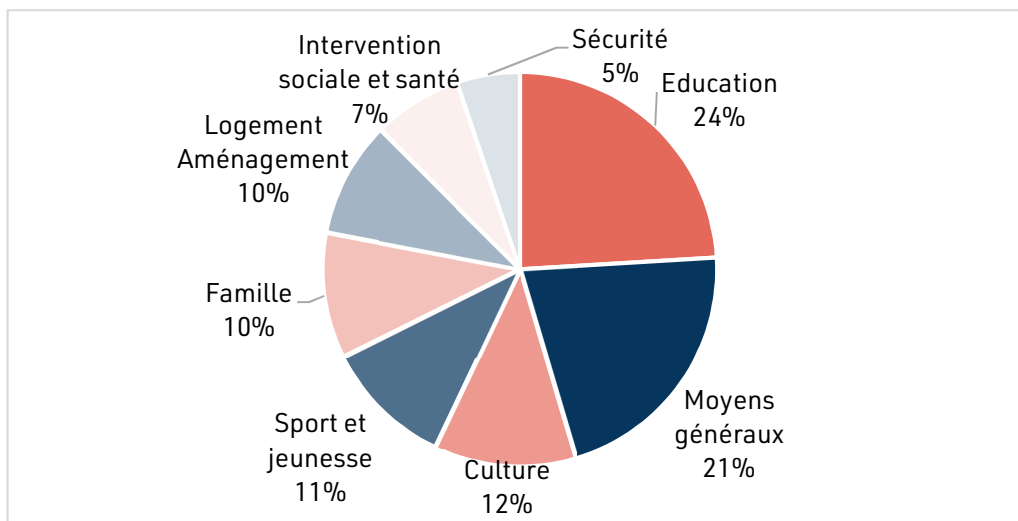
Source : DGFIP

### c) Ventilation par fonction

En 2018, dans les dépenses globales (fonctionnement et investissement), les principaux secteurs d'engagement de la ville de Toulouse sont l'éducation (27 %), les moyens généraux (23 %), la culture (11 %), la famille (10 %) et le logement (10 %). Si les dépenses de sécurité ont fait l'objet d'une intense communication notamment du fait d'importants recrutements dans la police municipale (cf. fiche thématique), la thématique ne représente que 4 % des dépenses globales.

Les dépenses de fonctionnement de la ville de Toulouse sont principalement allouées à l'éducation (24 % ; 128 M€) et aux moyens généraux (12 % ; 114 M€). Toutefois, en 2018, la sécurité et la famille ont vu leurs crédits progresser respectivement de 2,5 M€ et 1,2 M€.

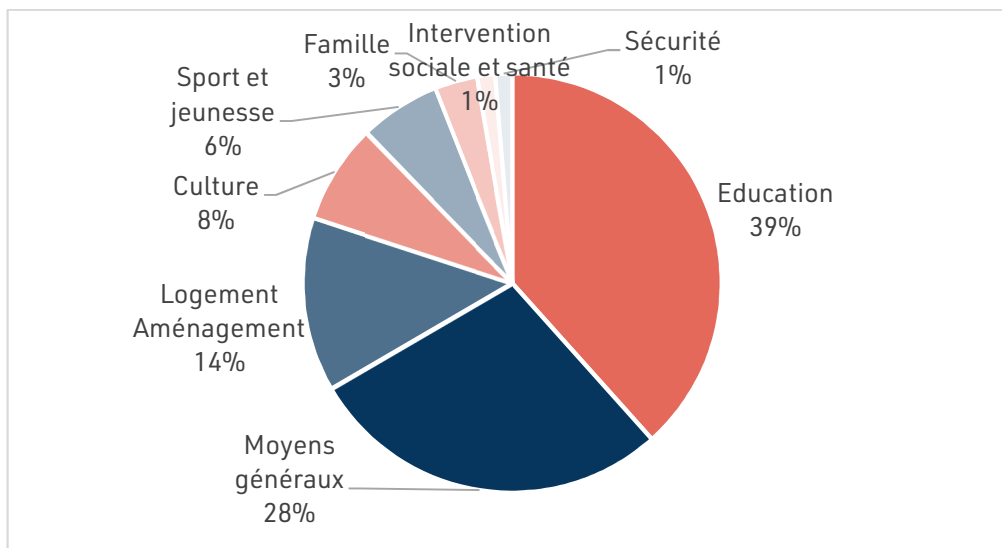
**Graphique 4 : Ventilation par fonction des dépenses de fonctionnement 2018 (en %)**



*Source : annexe du compte administratif 2018, dépenses de fonctionnement*

De plus, les infrastructures liées à l'éducation sont les principales sources de dépenses d'investissement (39 %) : notamment la construction des écoles de la Cartoucherie, Geneviève de Gaulle, la Reynerie, Malepère, etc, ou la rénovation des cuisines centrales. On notera également que 14 % du budget d'investissement est dédié au logement et à l'aménagement (rénovation du marché Victor Hugo, politique de rénovation des quartiers Politique de la Ville).

**Graphique 5 : Ventilation par fonction des emplois d'investissement 2018 (en %)**



*Source : annexe A1 du compte administratif 2018, dépenses d'investissement*

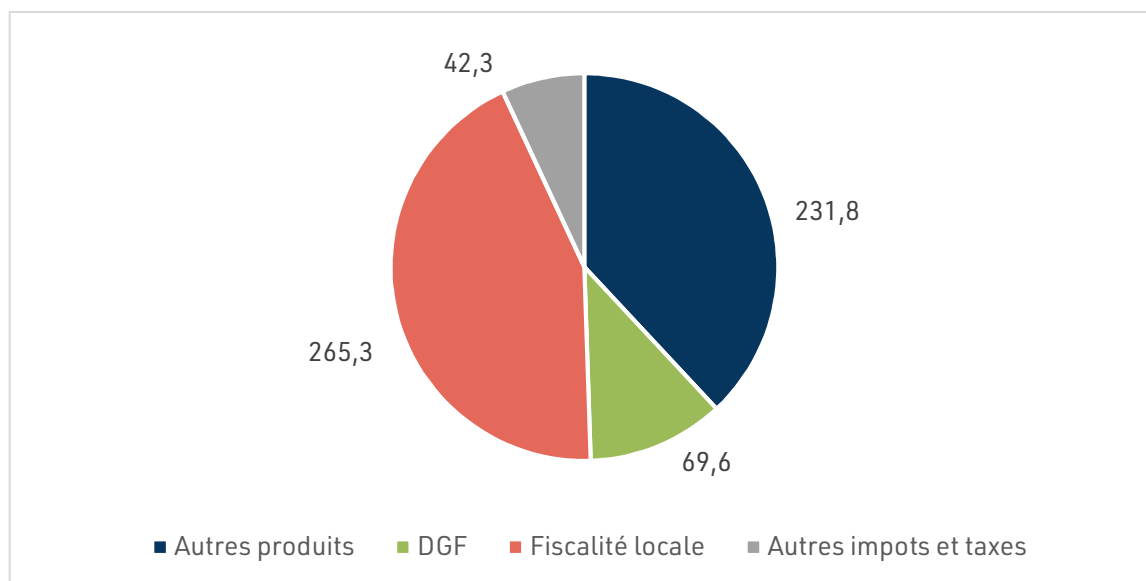


## 1.2. Les recettes

Les recettes consolidées de la ville de Toulouse (produits de fonctionnement et ressources d'investissement) s'élèvent à 733 Mds€ en 2018.

Le total des produits de fonctionnement s'établit à 609 M€ en 2018.

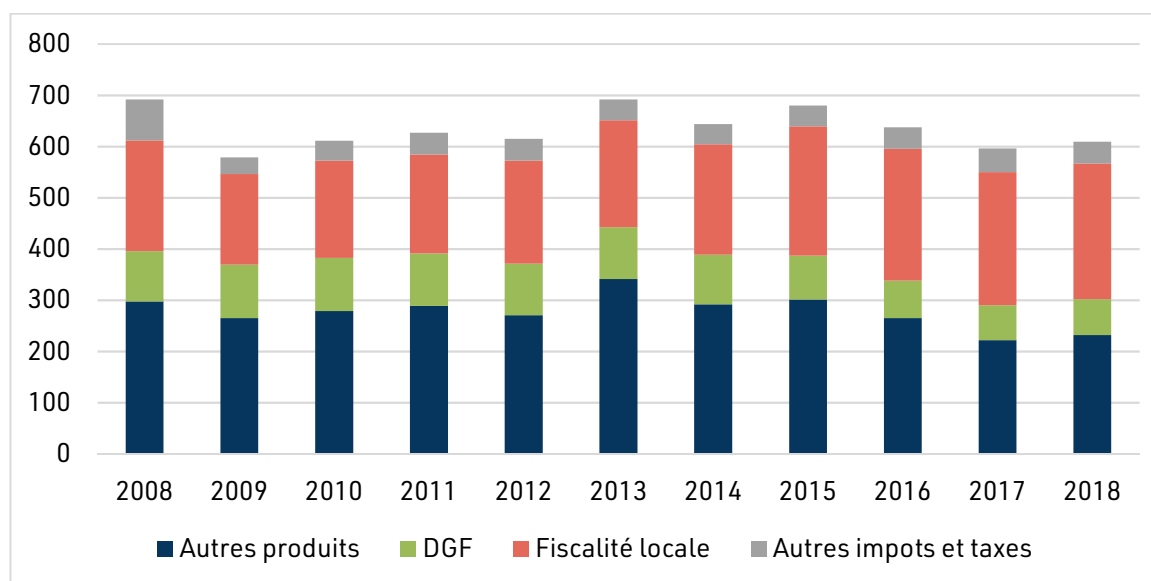
**Graphique 6 : Répartition des produits de fonctionnement de la ville de Toulouse 2018 (en M€)**



Source : DGFIP

Ce montant s'établit à 634,7 M€ en moyenne sur la période 2008-2018. Il a varié entre un plus haut à 691,8 M€ en 2008 et un plus bas à 596,2 M€ en 2017.

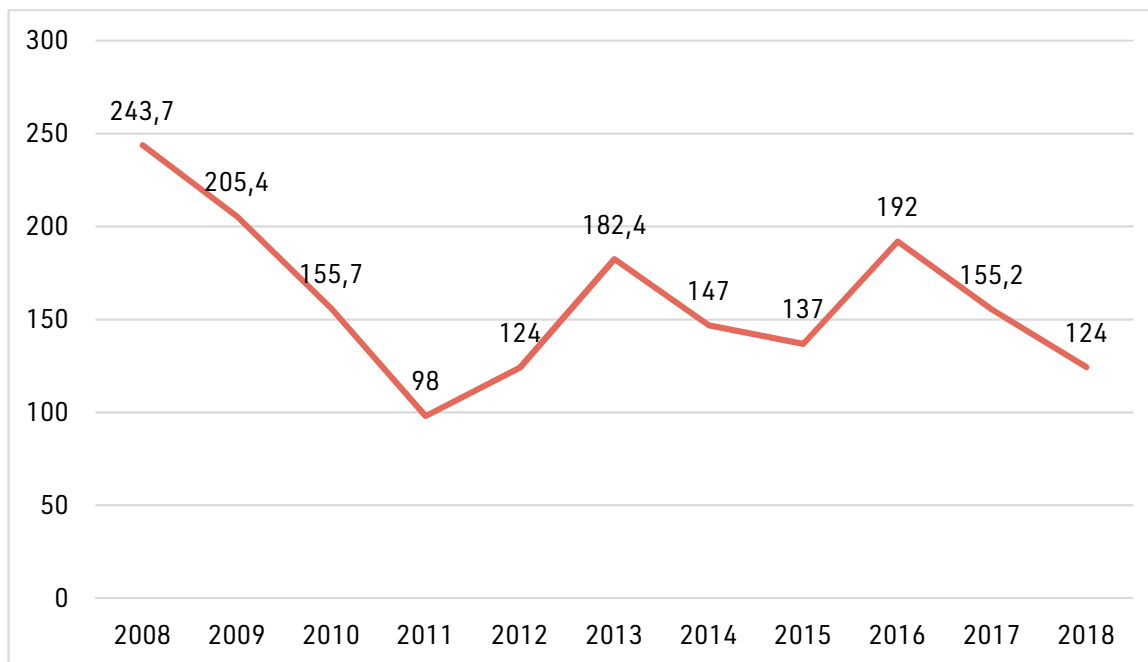
**Graphique 7 : Evolution des produits de fonctionnement de la ville de Toulouse 2008-2018 (en M€)**



Source : DGFIP

Les ressources d'investissement s'établissent à 124,2 M€ en 2018, au même niveau qu'en 2012 et en diminution tendancielle sur la période.

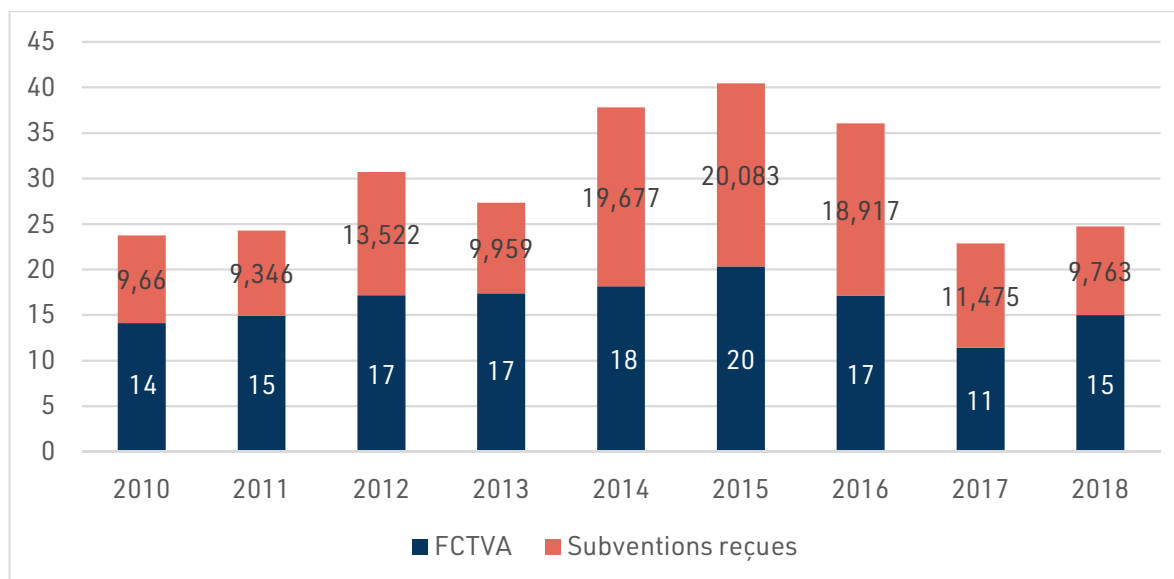
**Graphique 8 : Ressources d'investissement de la ville de Toulouse 2008-2018 (en M€)**



Source : DGFIP

Entre 2010 et 2014, la part du fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) et des subventions reçues est en progression dans les ressources d'investissement. Durant cette période, la ville de Toulouse n'a que très peu, voire pas du tout, recours à l'emprunt. Elle atteint son plus haut en 2015 à 42,4 M€ avant de se replier pour atteindre 26,7 M€ en 2018. La municipalité va dès lors accroître sa dette et augmenter sa capacité d'autofinancement pour maintenir son niveau d'investissement (cf. partie 3).

**Graphique 9 : Part du FCTVA et des subventions reçues dans les ressources d'investissement 2010-2018 (en M€)**



Source : DGFIP

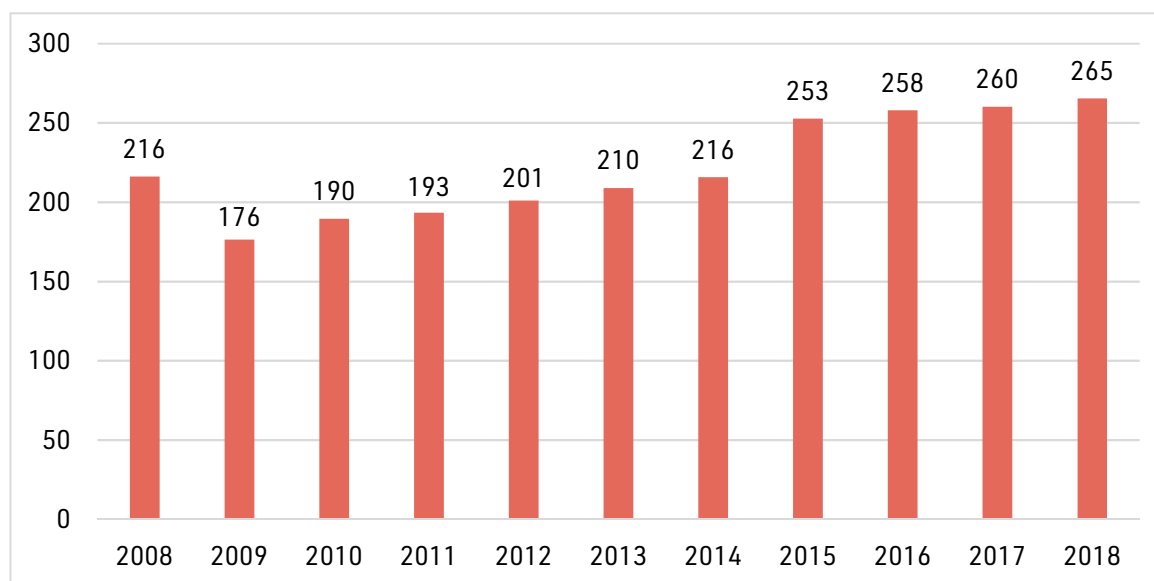
*a) Taxes*

Le produit de la fiscalité locale est en progression sur la période 2008-2018. Il s'établit à 265,3 M€ en 2018, contre 216,2 M€ en 2008, soit une hausse de 22,7 %. Cette progression masque d'importantes fluctuations. Le produit de la fiscalité locale connaît une baisse sensible de 2008 à 2009, pour progresser ensuite de manière constante jusqu'à retrouver en 2014 (215,7 M€) un niveau comparable à 2008. Il connaît une hausse conséquente en 2015 (+ 17 %), où il s'établit à 252,8 M€, et progresse d'environ 1,5 % par an depuis.

Sur la période 2014-2018, le produit de la fiscalité locale a augmenté de 23 %, soit 49,6 M€ en quatre ans. Exprimée par habitant, la pression de la fiscalité locale s'est sensiblement alourdie, passant d'un total annuel de 475 € par Toulousain en 2014 à 553 € en 2018, soit une progression de 16,7 %.

Les impôts locaux représentaient 33,5 % du total des produits de fonctionnement de la ville de Toulouse en 2014, ce qui les plaçait nettement en dessous à la strate (41,6 %). En dépit de leur hausse, la part des impôts locaux dans le total des produits de fonctionnement à Toulouse reste inférieure à la strate en 2018, mais s'en rapproche (44,8 % pour une moyenne à 47,6 %).

**Graphique 10 : Produit de la fiscalité locale 2008-2018 (en M€)**

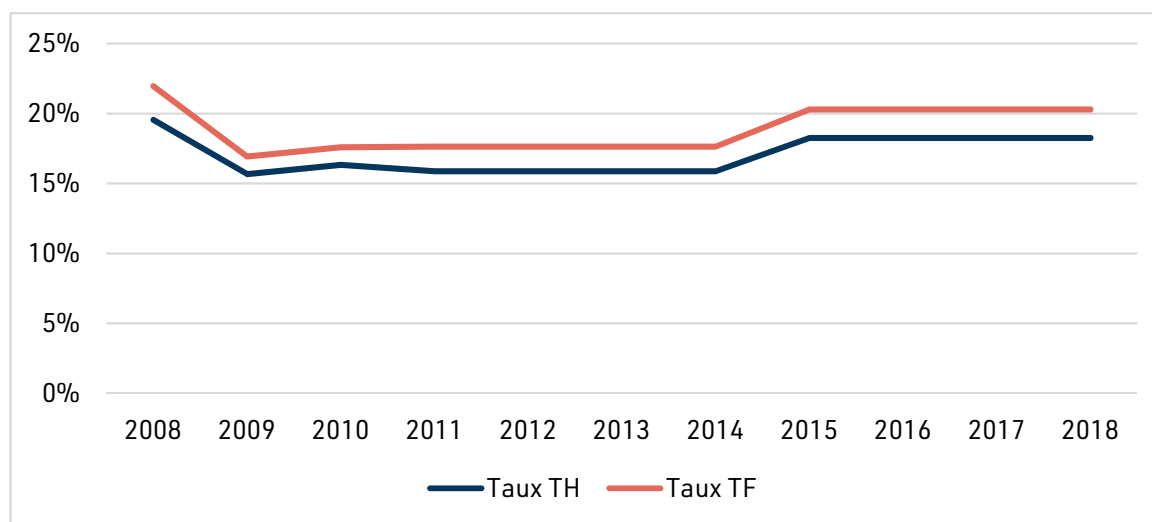


*Source : DGFIP*

Cette progression s'explique pour partie par une hausse, à compter de 2015, du taux de la taxe d'habitation (TH), qui passe de 15,87 % à 18,25 %, ainsi que de la taxe sur le foncier bâti (TF), dont le taux passe de 17,64 % à 20,29 %. Ces deux taux restent néanmoins inférieurs à ceux de la strate, qui s'établissent à 22,02 % pour la TH et 23,8 % pour la TF en 2018. Le taux de la taxe sur le foncier non bâti a également été rehaussé en 2015 et passe de 62 % à 71,3 %, bien que son produit demeure nettement inférieur aux autres impôts (moins de 0,4 M€ en 2018).

Le dynamisme des bases explique également la hausse du produit des impôts locaux. La base nette imposée s'agissant de la TH progresse de 7 % entre 2014 et 2018, passant de 593,9 M€ à 635,1 M€ sur la période. De même, la base nette imposée pour la TF s'établissait à 720,6 M€ en 2018, contre 667,5 M€ en 2014, soit une progression de 8 %. Les réductions de bases votées par la commune restent pour leur part stable sur la période, à 21,5 % du produit de la base théorique en 2018 s'agissant de la TH (contre 21,3 % en 2014) et à 0,07 % pour la TF (comme en 2014).

**Graphique 11 : Évolution des taux de la taxe d'habitation et de la taxe foncière 2008-2018 (en M€)**



Source : DGFIP

**Tableau 1 : Évolution des taux de la fiscalité directe locale 2014-2018 (en %)**

	2014		2015		2016		2017		2018	
	Ville	Strate	Ville	Strate	Ville	Strate	Ville	Strate	Ville	Strate
Taxe d'habitation	15,87	21,01	18,25	21,47	18,25	22,25	18,25	22,08	18,25	22,02
Taxe foncière	17,64	23,07	20,29	23,67	20,29	23,87	20,29	23,74	20,29	23,80
Taxe foncière non bâti	62	35,33	71,3	36,35	71,3	36,72	71,3	35,70	71,3	35,70

Source : DGFIP

**Tableau 2 : Bases nettes imposées à Toulouse et dans la même strate 2018 (en € par habitant)**

Taxes	Bases nettes imposées	
	Ville	Moyenne de la strate
Taxe d'habitation	1324	1388
Taxe sur le foncier bâti	1503	1412
Taxe sur le foncier non bâti	1	3

Source : DGFIP

La ville de Toulouse exerce une pression fiscale sensiblement moins importante que les villes de la même strate en 2018. S'agissant de la TH, le taux voté est inférieur (18,25 % contre 22,02 % pour la strate) et les réductions de base accordées sur délibérations supérieures (285 € en moyenne par habitant, contre 211 € pour la strate) à ceux des communes de même strate. De même, s'agissant de la TF, le taux voté par le conseil municipal toulousain est également inférieur à la moyenne des communes de même strate de près de 3,5 points.

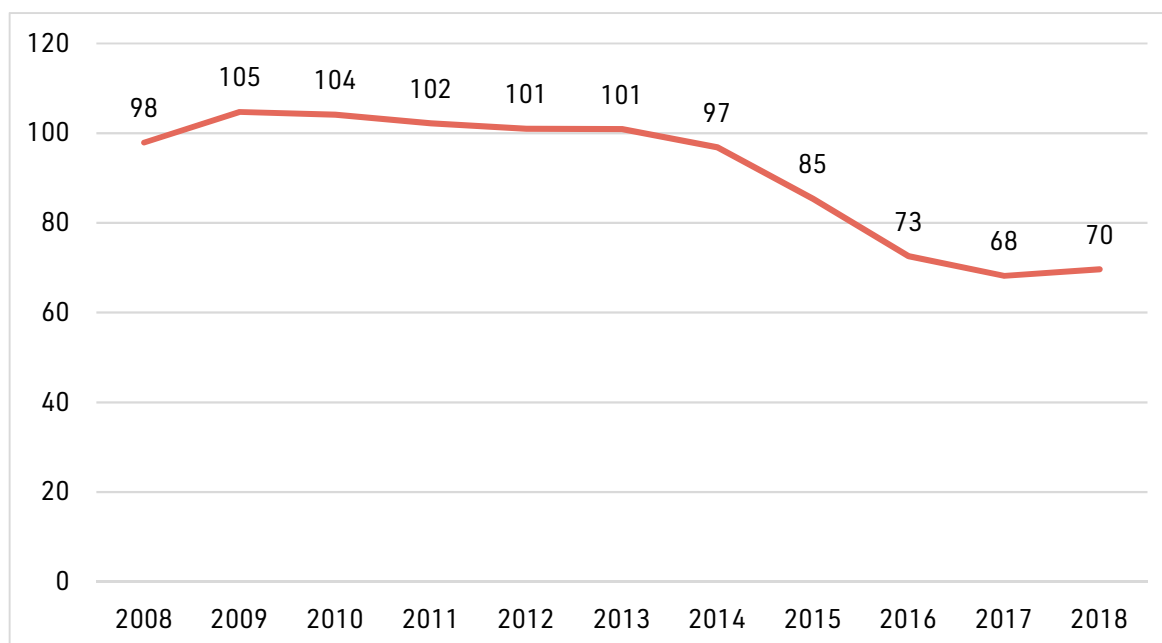
Cette moindre pression fiscale au regard des pratiques de la strate était déjà observée en 2014.

### b) Dotations de l'État

La dotation globale de fonctionnement (DGF) servie par l'État est en nette diminution, passant de 97 M€ en 2008 à 69 M€ en 2018, après un plus haut à 105 M€ en 2009. Sur la période, le montant de la DGF recule ainsi de 29 %.

À compter de 2014, date à laquelle la DGF retrouve un niveau comparable à celui de 2008, celle-ci a diminué de 27,3 M€. Néanmoins, la hausse de la fiscalité locale a plus que compensé la baisse de la DGF sur la même période (cf. graphique n°6).

**Graphique 12 : Évolution de la dotation globale de fonctionnement 2008-2018 (en M€)**



Source : DGFIP

### 1.3. Dette et financement

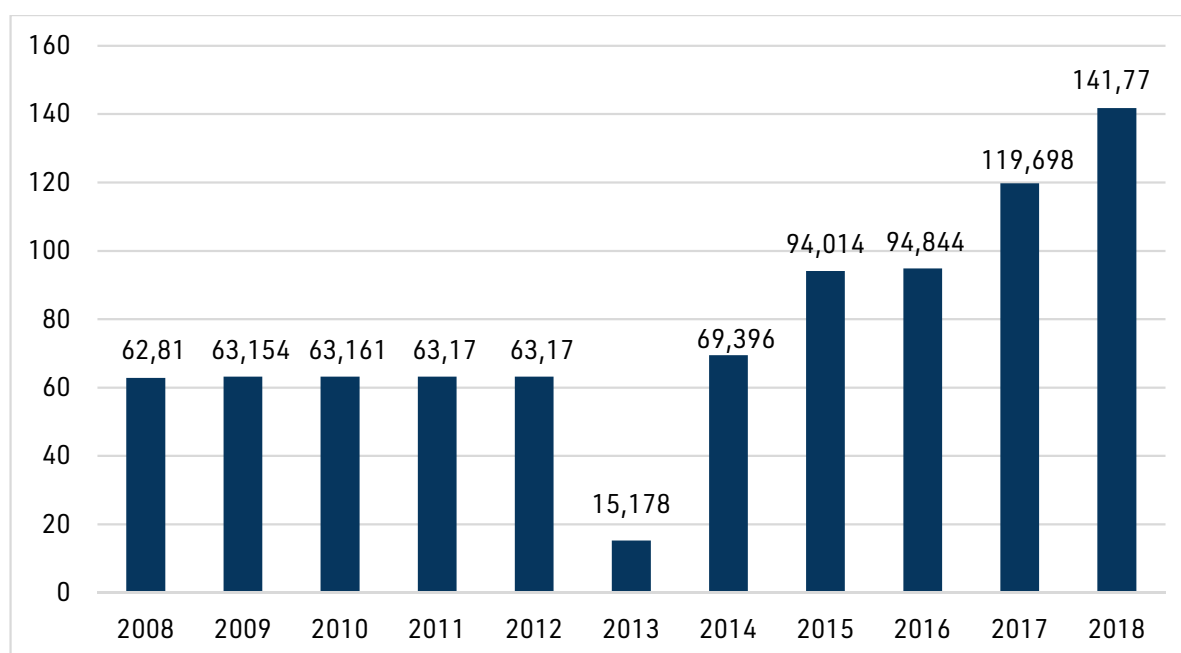
#### a) Endettement

La ville de Toulouse avait contracté à fin 2018 une dette de 141,8 M€ dont l'intégralité était bancaire ou assimilée. L'encours de la dette, s'il n'avait que légèrement augmenté durant la mandature précédente (+ 10 % entre 2008 et 2014), a été plus que doublé entre 2014 et 2018. Ainsi, la dette par habitant est passée de 153 euros en 2014 à 296 euros en 2018.

La politique d'endettement de la municipalité a été fortement modifiée car aucun nouvel emprunt n'avait été souscrit entre 2008 et 2013, alors que depuis 2014, le recours moyen à l'emprunt est d'environ de 31 M€ par an pour un désendettement moyen de 5,55 M€. En 2018, la ville de Toulouse a ainsi souscrit pour 30 M€ d'emprunts alors que le capital remboursé a été de 8 M€, soit un accroissement de la dette de 22 M€. Aussi, l'important programme d'investissement de la ville, s'il s'appuie sur une optimisation des dépenses de fonctionnement, a été financé en 2018 à près d'un quart par le recours à l'emprunt.

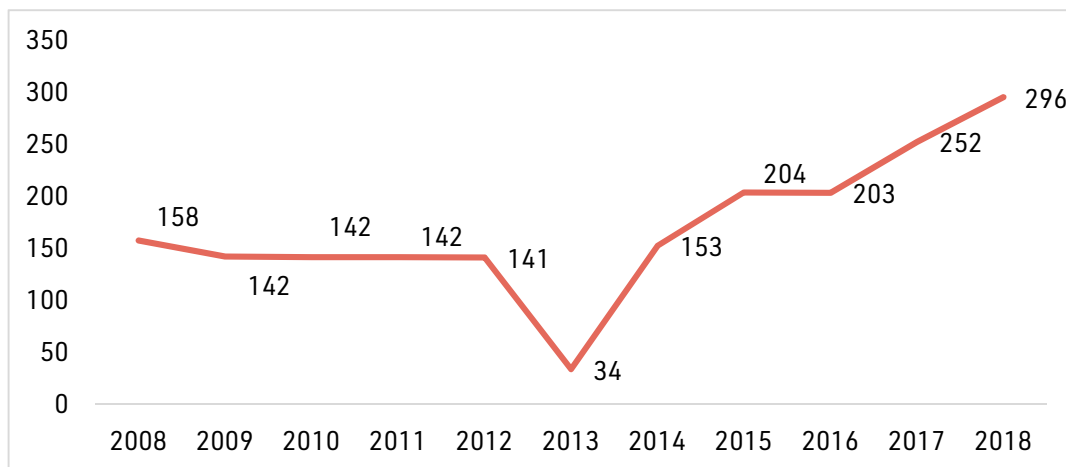
L'ensemble des encours sont sur des produits simples (tous les prêts sont contractés en euros) à taux fixes ou variables et la ville n'a pas dans son bilan d'emprunts toxiques (pris en charge par le fonds d'aide). La structure de la dette en 2018 est équilibrée puisque la répartition de l'encours est à taux fixe pour 44 % et à taux variable pour 56 %.

**Graphique 13 : Évolution de la dette de la ville de Toulouse 2008-2018 (en M€)**



Source : DGFIP

**Graphique 14 : Évolution de la dette par habitant 2008-2018 (en €)**



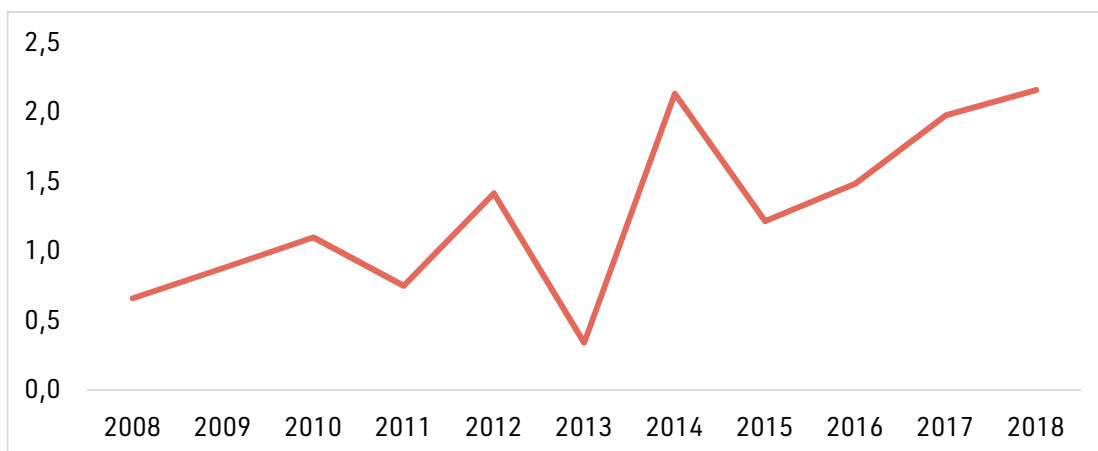
Source : DGFIP

**b) Capacité de désendettement**

Si l'encours de la dette a fortement crû, la ville de Toulouse affiche pour autant une capacité de désendettement de 2,2 années (contre 2 années de CAF en 2017), soit un niveau largement en deçà du seuil d'alerte de 12 ans et des principales grandes métropoles françaises. L'amélioration de la CAF de la ville a ainsi permis en 2018 d'avoir une capacité de désendettement équivalente à 2014 alors que l'encours de dette a été doublé.

Quant aux charges financières, grâce à des taux globalement faibles (seuls 13 % des encours ont un taux d'intérêt de plus de 2 %), elles restent faibles en 2018 (0,3 % des charges de fonctionnement).

**Graphique 15 : Capacité de désendettement de la ville de Toulouse 2008-2018 (en années)**



Source : DGFIP

## 1.4. Intercommunalité / la ville dans son environnement

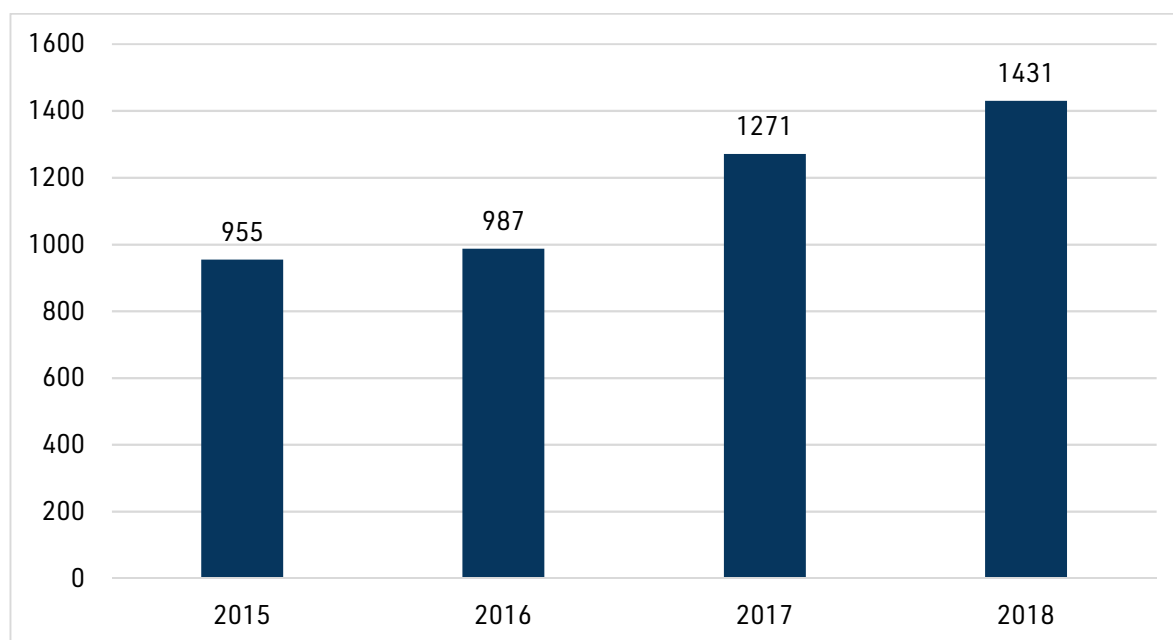
### Toulouse Métropole

L'EPCI Toulouse Métropole réunit 37 communes depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015. La métropole compte 760 494 habitants sur 46 000 hectares. Elle a remplacé la communauté urbaine du Grand Toulouse, dont elle a repris les compétences<sup>1</sup>.

### Un budget en progression constante depuis sa création

Tous budgets confondus, les dépenses consolidées de Toulouse Métropole (dépenses de fonctionnement et d'investissement) s'élèvent à 1,43 Md€ en 2018. Ce chiffre est en progression constante depuis la création de l'EPCI en 2015.

**Graphique 16 : Budget de Toulouse Métropole 2015-2018 (en M€)**



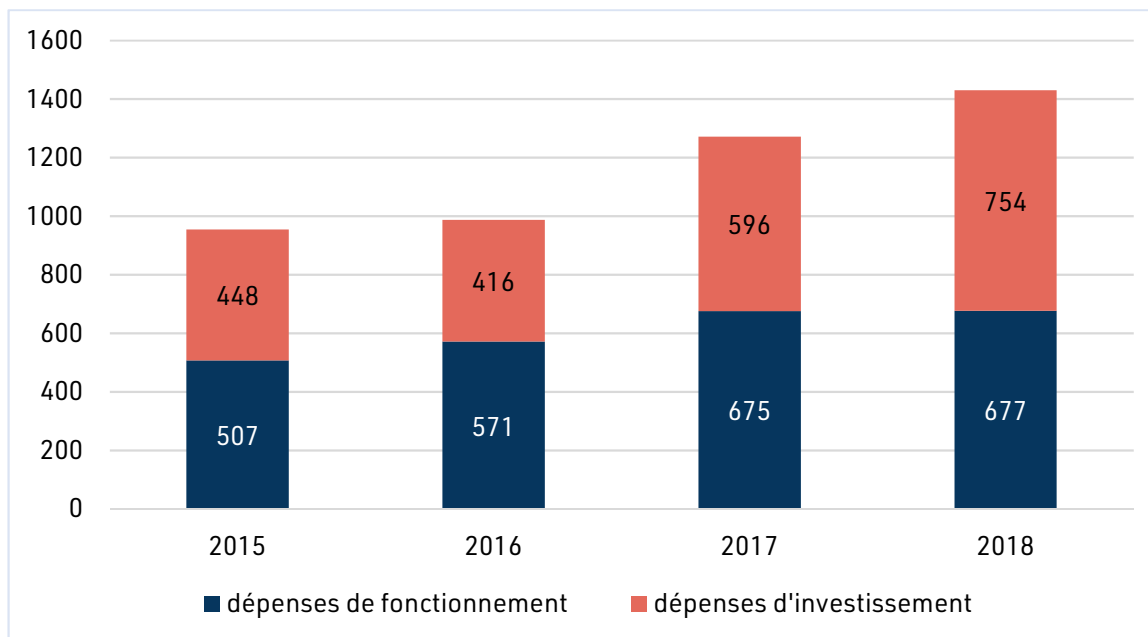
*Source : DGFIP*

La hausse des dépenses s'explique pour l'essentiel par une progression des budgets d'investissement, qui passent de 448 M€ en 2015 à 754 M€ en 2018, soit une hausse de plus de 68 % sur la période. Les dépenses de fonctionnement progressent également, mais dans une moindre mesure, enregistrant néanmoins une hausse de plus de 33 % sur la période.

<sup>1</sup>Développement économique et emploi ; urbanisme et projets ; déchets urbains ; aménagement et politique foncière ; transports et déplacements ; habitat et cohésion sociale ; environnement et développement durable ; eau et assainissement ; voirie et propreté, bases de loisirs, culture, sports auxquelles se sont adjointes trois nouvelles compétences : gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations ; gestion du crématorium ; gestion des aires d'accueil des gens du voyage.



**Graphique 17 : Répartition des dépenses de la métropole 2015-2018 (en M€)**

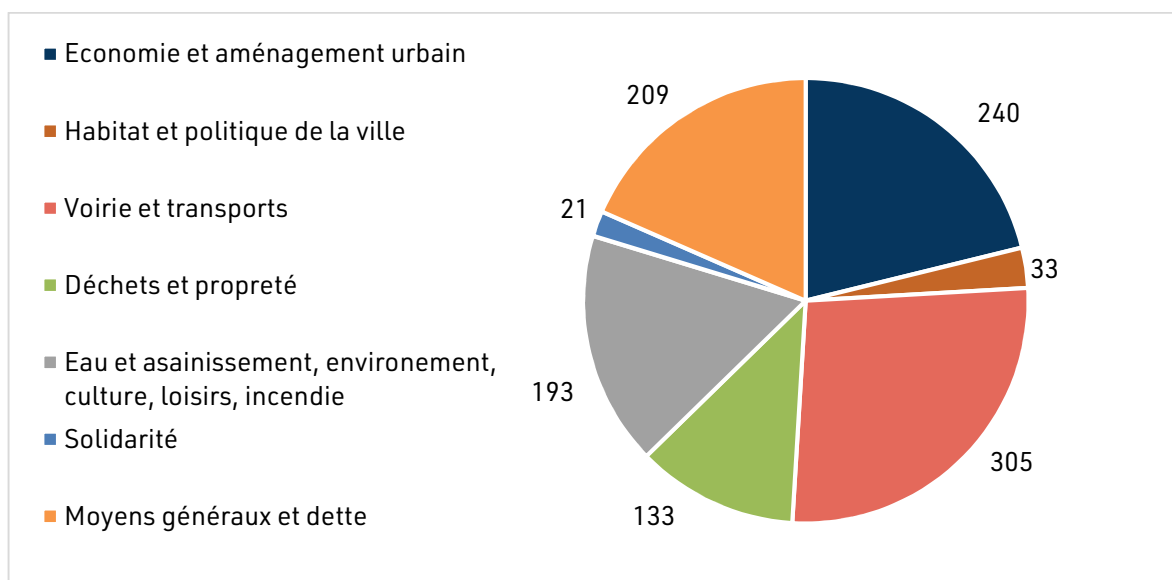


Source : DGFIP

Les dépenses d'équipement retracées dans le compte administratif de la métropole s'élèvent à 398,3 M€, en nette hausse comparé à 2015 où elles étaient de 166,3 M€.

La voirie et les transports constituent la première dépense de la métropole en 2018 (304,8 M€), suivie par la politique économique/aménagement urbain (239,8 M€).

**Graphique 18 : Dépenses de Toulouse Métropole par domaine d'intervention 2018 (en M€)**



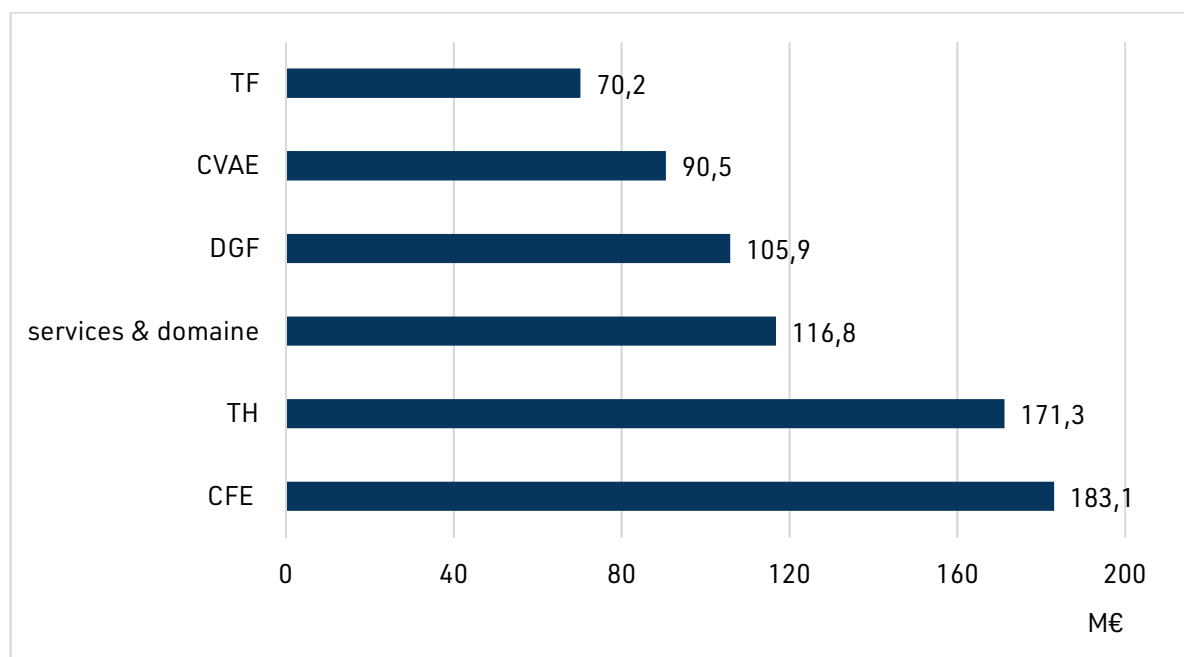
Source : DGFIP

La métropole emploie 6 730 agents en 2018, pour une dépense de personnel s'établissant à 215,4 M€. Ce montant est en hausse de près de 43 % entre 2015 et 2018.

S'agissant des recettes, le total des produits de fonctionnement (755,8 M€) et des ressources d'investissement (698,7 M€) de la métropole s'établit à 1,45 Md€ en 2018, soit une hausse de 450 M€ comparé à 2015.

Le produit de la fiscalité locale (particuliers et entreprises) s'est établi à 528,3 M€ en 2018, la DGF s'est élevée à 105,9 M€ et l'ensemble du produit des services et du domaine à 116,8 M€.

**Graphique 19 : Principales recettes de fonctionnement de Toulouse Métropole 2018 (en M€)**

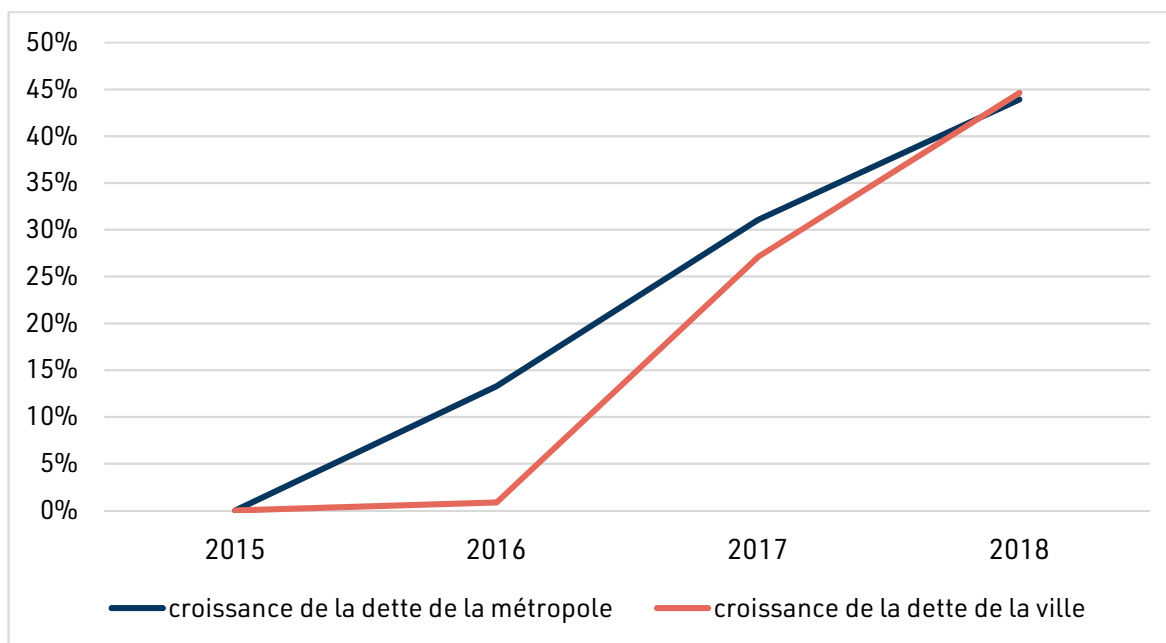


Source : DGFIP

Le coefficient d'intégration fiscale, qui permet de mesurer l'intégration de l'EPCI au travers du rapport entre la fiscalité qu'il lève et la totalité de la fiscalité levée sur son territoire par les communes et leurs groupements, s'établit à 0,474 en 2018 (contre 0,4 en 2017), ce qui est révélateur de la part des compétences exercées au niveau du groupement.

L'endettement de la métropole s'accroît de manière constante sur la période, passant de 685,5 M€ en 2015 à 1,032 Md€ en 2018, soit une hausse de 50,6 % sur la période. La dette de la métropole progresse symétriquement à celle de la ville de Toulouse, qui croit également de 50,7 % sur la période, bien que dans des proportions financières plus limitées, passant de 94 M€ en 2015 à 141,7 M€ en 2018.

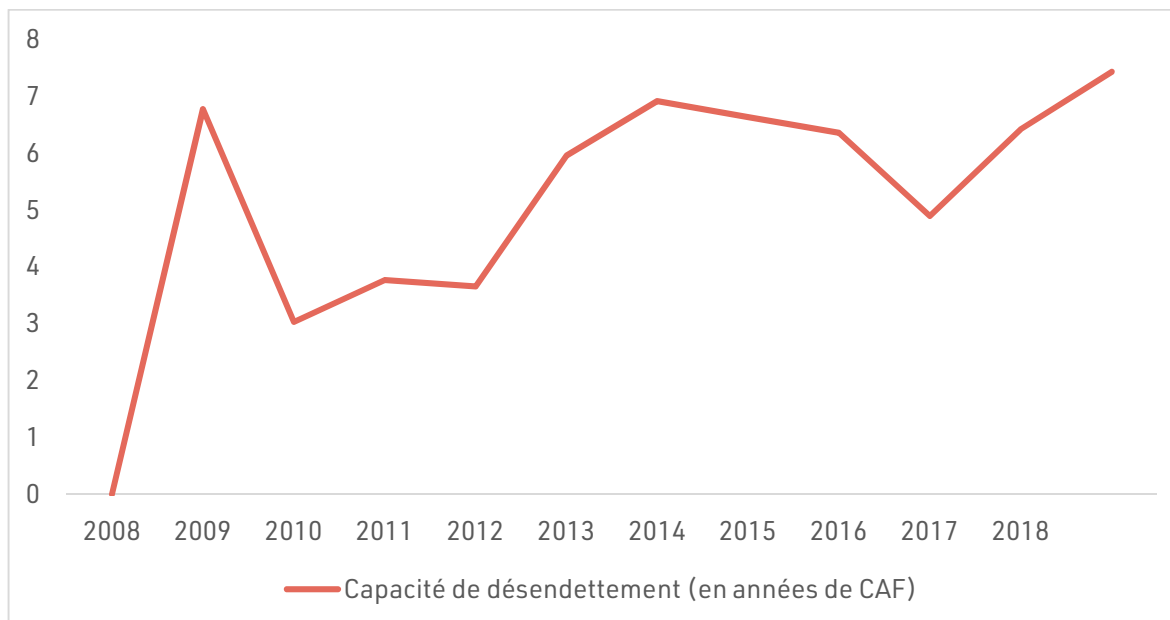
**Graphique 20 : Croissance cumulée de la dette de la ville et de la métropole 2015-2018 (en %)**



Source : DGFIP

Depuis 2010, la capacité de désendettement de Toulouse Métropole a fortement baissé passant de trois ans de CAF à près de 7,4 ans en 2018 et ce malgré une hausse de plus de 50 % de la CAF entre l'année 2010 et 2018.

**Graphique 21 : Capacité de désendettement de Toulouse Métropole 2008-2018 (en années de CAF)**



Source : DGFIP

## 2. Fiches thématiques

En complément du bilan financier de chaque ville, l'Institut Montaigne a décidé, dans le cadre de cette opération, de développer pour chacune des 11 villes étudiées des fiches thématiques, reprenant quelques indicateurs clés.

Voici les thématiques abordées :

- Culture, sport et tourisme ;
- Démocratie et vie locale ;
- Politiques sociales et éducation ;
- Sécurité ;
- Transports et mobilités ;
- Urbanisme et logement.

### a) Culture, sport et tourisme

Indicateur	Valeur	Année
Budget alloué à la politique culturelle par habitant	150,9 €	2018
Nombre total d'équipements culturels pour 100 000 habitants	9	2018
Budget alloué à la politique sportive par habitant	135,1 €	2018
Nombre total d'équipements sportifs pour 100 000 habitants	158	2018
Nombre de nuitées touristiques (département)	3 036 000	2018

La ville de Toulouse présente un ratio de 158 équipements sportifs et de 9 équipements culturels pour 100 000 habitants en 2018. Toulouse est ainsi, parmi les 11 villes étudiées, la première en matière d'offre d'équipements sportifs.

La ville dispose d'un opéra, d'un conservatoire, de 18 salles dédiées aux activités culturelles, de 15 musées et de neuf cinémas. Cependant, le budget relatif que la municipalité y consacre est en repli de 32,8 % sur la période 2014-2018, passant de 223,6 € par habitant en 2014 à 150,9 € par habitant en 2018 (bien en dessous de la moyenne des 11 villes étudiées), avec un budget de 72,4 M€ en 2018. Néanmoins, une très grande partie (environ 90 %) de cette baisse s'explique par le transfert, en 2017, du Théâtre et de l'Orchestre du Capitole dans le périmètre de Toulouse Métropole.

À l'inverse, le budget par habitant dédié à la jeunesse et au sport (les deux dépenses étant traditionnellement regroupées) tel que présenté dans le compte administratif de la ville est en progression de près de 10 %, passant de 58,8 M€ en 2014 à 64,8 M€ en 2018. Ramenée à la population, la dépense qui y est consacrée évolue de 125,8 € par habitant en 2014 à 135,1 € par habitant en 2018, soit une hausse de 7,4 % sur la période. A noter que les dépenses identifiées dans le compte administratif pour les stades, piscines, salles de sport, équipements et

manifestations sportives s'élèvent à 11,2 M€. Toulouse est ainsi la troisième ville en matière de budget alloué à la politique sportive par habitant.

Le département de la Haute-Garonne totalise plus de 3 millions de nuitées touristiques en 2018.

*b) Démocratie et vie locale*

Indicateur	Valeur	Année/période
Evolution de la population	+ 4,5 %	2011-2016
Taux de participation aux dernières élections municipales	52,2 % au 1er tour, 57,7 % au 2e tour	2014
Nombre de conseils de quartier pour 1 000 habitants	0,04	2019
Part du budget total définie de manière participative	0,13 %	2019
Nombre de commerces pour 1 000 habitants	5,5	2018

La ville de Toulouse connaît une démographie dynamique. Elle a gagné en population au cours de la décennie 2006-2016 (+ 7 %), et cette tendance s'est accélérée sur la période 2011-2016, au cours de laquelle la population a progressé de 4,5 %, soit une évolution supérieure à l'évolution démographique observée en moyenne dans les autres villes (+ 2,9 %).

Le taux de participation aux élections municipales est resté stable entre 2008 et 2014, malgré un repli de la mobilisation au second tour en 2014, avec un taux de participation de 57,7 % contre 61,5 % en 2008.

20 commissions de quartier se réunissent deux fois par an, animées par le "maire de quartier", élu de proximité dont la mission est de traiter les problèmes du quotidien. Il est également à noter que, depuis 2015, neuf conseils citoyens ont pour objectif de permettre aux habitants des quartiers prioritaires de Toulouse de participer aux instances de pilotage du contrat de ville 2015-2020.

Un budget participatif a été initié en 2019 à titre expérimental dans les quartiers prioritaires (contrat de ville) de Toulouse. 154 idées ont été proposées par des habitants et, après étude de faisabilité, 96 ont été présentées à "l'Agora des idées". A l'issue de ces premières étapes, 30 projets ont été retenus et soumis au vote des Toulousains *via* une plateforme en ligne. Les 14 projets lauréats, portés par les habitants, devront être réalisés en 2020 et 2021. Les financements dédiés varient de 2 000 € à 390 000 €, pour un total de 950 000 € dédiés sur un budget en dépenses de 711 M€.

Avec 2 646 commerces recensés, la ville de Toulouse présente 5,5 commerces pour 1 000 habitants, un ratio inférieur à celui observé en moyenne pour les 11 villes étudiées.

*c) Politiques sociales et éducation*

Indicateur	Valeur	Année
Nombre de crèches pour 100 000 habitants	30,6	2018
Budget consacré à l'enfance et à l'éducation par habitant de moins de 15 ans	2 630 €	2018
Nombre d'hébergements pour personnes âgées pour 10 000 personnes de plus de 65 ans	7,6	2018
Budget consacré à la solidarité par habitant	11,7 €	2018
Taux de pauvreté (60 % du revenu médian)	19 %	2016

La ville de Toulouse présente des indicateurs sociaux plus dégradés qu'au niveau national, avec notamment un taux de pauvreté de 19 % (stable depuis 2014), contre 14,7 % au niveau national. Ce taux de pauvreté est néanmoins également à considérer au regard de la moyenne des 11 plus grandes villes étudiées dans le cadre de cette opération, qui s'établit, elle, à 20,5 %.

Ces dernières années, les actions sociales de la municipalité toulousaine ont surtout concerné les actions de solidarité et les personnes âgées. Le budget alloué à la solidarité a crû de plus de 28 % entre 2014 et 2018, soit une hausse de 2,3 € par habitant et par an. Ce budget concerne particulièrement les actions envers les plus défavorisés et les adultes en situation de handicap.

La ville de Toulouse, qui comptait 47 structures d'accueil pour les personnes âgées en 2018 (soit environ 7,6 pour 10 000 habitants de plus de 65 ans, un chiffre conforme à la moyenne des 11 villes étudiées), a fortement accru ses dépenses de fonctionnement et d'investissement à l'égard de ce public. Ainsi, le budget municipal dédié aux actions pour les personnes âgées a crû de 55 % entre 2016 et 2018 et les investissements dans les installations leur étant destinées ont doublé entre 2014 et 2016.

En revanche, la politique enfance et scolarité a vu ses budgets se contracter de 17,6 % depuis 2014, tout particulièrement ces dernières années (- 15,8 % entre 2016 et 2018). Un effort avait néanmoins été fait au début de la mandature pour construire de nouvelles crèches, avec la construction de 17 nouveaux établissements, mais ce chiffre est stable depuis 2016 alors même que la population de la ville a crû de 0,9 % entre 2016 et 2018. Avec 30,6 crèches pour 100 000 habitants cependant, Toulouse demeure au-dessus de la moyenne des 11 villes étudiées en la matière.

*d) Sécurité*

Indicateur	Valeur	Année
Dépenses de sécurité par habitant	49,6 €	2018
Police municipale armée (oui ou non)	oui	2015
Nombre d'habitants par policier municipal	1 453	2018
Incivilités pour 10 000 habitants	271	2018

La ville de Toulouse a fortement investi dans le développement de sa police municipale depuis 2012, notamment depuis les dernières élections municipales de 2014. Ainsi, les effectifs ont crû de près de 90 % depuis 2012, tandis que la population toulousaine a augmenté de 6 % entre 2012 et 2018. Toulouse disposait de 330 agents à la fin de l'année 2018, contre 175 agents en 2012. Pour accompagner cette évolution, les dépenses affectées à la police municipale ont également augmenté de 35,7 % depuis 2014. Avec 1 453 habitants par policier municipal, la ville est particulièrement dotée par rapport à la moyenne des 11 villes étudiées dans le cadre de cette opération (1 886,8 habitants par policier municipal). Outre le renforcement des effectifs, les agents de la police municipale sont désormais armés aussi bien le jour que la nuit ; antérieurement, ils ne l'étaient que la nuit.

En 2018, les dépenses de sécurité représentaient 4 % des dépenses de fonctionnement de la ville de Toulouse. Avec 49,6 € de dépenses de sécurité par habitant, la ville de Toulouse se situe néanmoins en dessous de la moyenne constatée pour les 11 villes étudiées (81,3 €).

La municipalité de Toulouse a en parallèle lancé un vaste chantier d'investissement, cofinancé avec l'Etat, dans des dispositifs de vidéosurveillance. Ainsi, le nombre de caméras est passé de 21 en 2014, à 44 en 2015 pour atteindre 355 fin 2018, soit une multiplication par 17 en quatre ans.

Le nombre d'incivilités enregistrées pour 10 000 habitants (hors vols à main armée) s'établit à 271 en 2018, un chiffre conforme à la moyenne des 11 villes étudiées (278,2).

e) *Transports et mobilités*

Indicateur	Valeur	Année/Période*
Kilomètres de lignes de métro et/ou de tramway	Tramway : 24,3 km Métro: 28,2 km	2019
Kilomètres de pistes cyclables pour 1 000 habitants	0,67	2019
Nombre de vélos en libre-service pour 1 000 habitants	5,5	2016
Nombre annuel d'heures passées dans les embouteillages, par conducteur	130	2018
Nombre annuel d'accidents corporels de la circulation pour 10 000 habitants	11,1	2017
Nombre de bornes de recharge électrique pour 1 000 habitants	0,1	2019
Part des transports en commun dans les modes de déplacement	27,7 %	2015
Part de la billetterie dans les recettes de fonctionnement en matière de transports	20,3 %	2018

L'agglomération toulousaine est particulièrement étendue (118,3 km<sup>2</sup>, soit plus du double de Lyon, qui compte pourtant 40 000 habitants de plus) et morcelée entre zones d'habitat et pôles d'emplois distincts. Pour autant, le nombre d'heures annuellement perdues par conducteur dans les embouteillages (130) y est inférieur aux nombres constatés dans des villes comme Lyon ou Montpellier, et légèrement inférieur à la moyenne des 11 villes étudiées dans le cadre de cette opération.

En 2013, 40 % des déplacements s'effectuaient en voiture. En 2015, seuls 7,7 % des Toulousains se rendaient à leur travail à pied, contre 13,6 % des Niçois et 14,2 % des Lyonnais. 27,7 % utilisaient les transports en communs, contre 40,7 % à Lyon par exemple : c'est ainsi une part inférieure à la moyenne constatée parmi les 11 villes étudiées dans le cadre de cette opération. Pour autant, selon les données de Toulouse Métropole, 40 % des déplacements en voiture en 2018 représentaient des trajets de moins de trois kilomètres.

Dans ce contexte, la Ville et la Métropole ont cherché à moderniser l'offre de transports en commun. Le nombre de déplacements en transports en commun a progressé de 6,5 % entre 2014 (123,9 millions de déplacements) et 2018 (131,9 millions).



Le projet phare "Toulouse Aerospace Express", décidé en 2014 et lancé en 2017, prévoit la construction d'une troisième ligne de métro automatique, le prolongement de l'actuelle ligne B du métro et la transformation de la ligne T2 du tramway en "Aéroport Express". La mise en service de ces infrastructures est prévue entre 2025 et 2030, pour un coût estimé à 2,67 Mds€.

L'autre chantier emblématique de la Ville de Toulouse réside dans la construction, débutée en 2019, d'un téléphérique urbain de 3 km, pour un coût estimé à 93 M€.

Le réseau toulousain de pistes cyclables a parallèlement été densifié, passant ainsi de 250 km en 2011 à 322 km en 2019. Cette densification hisse Toulouse à la troisième place de notre palmarès en matière de kilomètres de pistes cyclables pour 1 000 habitants. Un système de vélos en libre-service a été mis en place, avec 5,5 vélos pour 1 000 habitants, un chiffre conforme à la moyenne des 11 villes étudiées. En septembre 2019, chaque VélÔToulouse était utilisé 6 fois en moyenne par jour et le nombre annuel de locations dépasse 4 millions, pour 350 000 utilisateurs de courte durée et 33 000 abonnés. La municipalité a également cherché à faciliter le stationnement des vélos, avec la création de 2 000 places abritées, 8 000 places sur voirie à proximité des commerces et des services et 600 places à tarif peu onéreux, à la gare Matabiau.

*f) Urbanisme et logement*

Indicateur	Valeur	Année/période
Part des logements sociaux	21,6 %	2018
Part des logements vacants	8,2 %	2015
Evolution du nombre de logements dont la commune a autorisé la construction	+ 17,3 %	2014-2018
Evolution du nombre de m <sup>2</sup> dont la commune a autorisé la construction	+ 38,2 %	2014-2018
Taux de propriétaires parmi les résidences principales	33 %	2015
Evolution des zones végétales et boisées	- 0,02 %	2013-2016

Le dynamisme démographique toulousain a créé d'importants défis sur le front du logement. La municipalité y a notamment répondu en autorisant davantage de constructions. Ainsi, en 2018, 6 550 logements ont été autorisés, soit 17,3 % de plus qu'en 2014 (5 584 logements) et 49,1 % de plus qu'en 2009 (3 746 logements). Cette dynamique transparaît également sur les

livraisons de logements neufs, qui ont crû de 68 % en 2018 en comparaison avec 2014 (de 2 752 à 4 633 logements).

Le taux de logements sociaux est par ailleurs passé de 20,2 % à 21,6 % entre 2014 et 2018, plaçant Toulouse en dessous des obligations de la loi Solidarité et renouvellement urbain (SRU) et dans la moyenne des 11 villes étudiées.

De surcroît, en dépit de la forte hausse des prix des logements (20 % en 4 ans selon le baromètre Se Loger-LPI), la portion de propriétaires occupants s'est maintenue entre 2010 et 2015 pour s'établir à 33 % cette année-là, un chiffre néanmoins inférieur à la moyenne des 11 villes étudiées. La part des logements vacants a, elle, légèrement augmenté, passant ainsi de 7,9 % en 2010 à 8,2 % en 2015, un chiffre conforme à la moyenne des autres villes.

Les grands projets d'urbanisme de Toulouse menés durant la mandature sont :

- la transformation du quartier de la gare Matabiau, mêlant une offre nouvelle de logements, de commerces et de bureaux ;
- le nouveau parc des expositions (projet initié en 2010), 3<sup>ème</sup> parc des expositions de France en superficie d'exposition hors Paris ;
- l'aménagement des quais avec le projet Grand Parc Garonne ;
- et la poursuite du chantier de l'écoquartier de la Cartoucherie sur l'ancien site du ministère de la Défense.

Les espaces boisés et végétalisés naturels de la ville de Toulouse reculent (- 1,2 % entre 2008 et 2016) face à la pression urbaine. Néanmoins, il est à noter que la Ville de Toulouse s'est engagée fin 2017 sur des objectifs de réduction, d'ici à 2030, de 40 % les émissions de gaz à effet de serre (base 2008) et de 20 % la consommation énergétique finale. Une baisse des émissions globales, de l'ordre de 5 %, est déjà constatée depuis 2010.

### 3. Sources et méthode

#### *a) Fiche financière*

Les chiffres utilisés pour le bilan de la santé financière de la ville sont tous publics. Ils proviennent des documents budgétaires de la ville et des données comptables centralisées par le ministère de l'économie et des finances.

Liste des sources (avec liens des sites Internet) :

- ◆ [www.collectivites-locales.gouv.fr](http://www.collectivites-locales.gouv.fr) pour les données comptables du ministère de l'économie et des finances ;
- ◆ <http://www.impots.gouv.fr/portal/dgi/public/> pour les statistiques (taux, assiettes, produits) des impôts locaux ;
- ◆ <https://data.toulouse-metropole.fr/explore/dataset/compte-administratif-2018-de-la-ville-de-toulouse/information/> pour les données financières de la ville de Toulouse.

Le bilan de santé ne constitue pas une analyse approfondie et technique des comptes de la ville mais une présentation simplifiée des grands paramètres financiers qui seront gérés par le prochain conseil municipal.

#### *b) Culture, sport et tourisme*

Budget alloué à la politique culturelle par habitant :

- Compte administratif 2018
- Données population Insee

Nombre total d'équipements culturels pour 100 000 habitants :

- Base permanente des équipements 2018 : Sports, loisirs et culture
- France communes

Budget alloué à la politique sportive par habitant :

- Compte administratif 2018
- Données population Insee

Nombre total d'équipements sportifs pour 100 000 habitants :

- Base permanente des équipements 2018 : Sports, loisirs et culture – France communes
- Populations légales 2016 des communes – INSEE (27/12/2018)

Nombre de nuitées touristiques : [https://statistiques-locales.insee.fr/#c=indicator&i=tcrd020\\_hotels.freq\\_hotel&s=2018&view=map2](https://statistiques-locales.insee.fr/#c=indicator&i=tcrd020_hotels.freq_hotel&s=2018&view=map2)

#### *c) Démocratie et vie locale*

Évolution de la population : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/zones/3681328?debut=0>

Taux de participation aux dernières élections municipales :

[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Municipales/elecresult\\_MN2014/\(path\)/MN2014/index.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Municipales/elecresult_MN2014/(path)/MN2014/index.html)

Nombre de conseils de quartier pour 1 000 habitants :

<https://www.toulouse.fr/web/la-mairie/participation-citoyennete/commissions-de-quartier>

Part du budget total définie de manière participative :

<https://www.toulouse.fr/web/la-mairie/participation-citoyennete/budget-participatif>

Nombre de commerces pour 1 000 habitants :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3568602?sommaire=3568656>

#### *d) Politiques sociales et éducation*

Nombre de crèches pour 100 000 habitants :

- Insee, [base permanente](#) des équipements 2018
- Insee, dossier complet de la commune

Budget consacré à l'enfance et à l'éducation par hab de moins de 15 ans :

- Pour le budget : rapports des comptes administratifs
- Pour la population : Insee, [statistiques locales](#)

Nombre d'hébergements pour personnes âgées pour 10 000 personnes de plus de 65 ans :

- Insee, [base permanente](#) des équipements 2018
- Pour la population : Insee, [statistiques locales](#)

Budget consacré à la solidarité par habitant :

- Pour le budget : compte administratif 2018.
- Pour la population : Insee, [statistiques locales](#)

Taux de pauvreté (60% du revenu médian) : Insee, Filosofi 2019

#### *e) Sécurité*

Dépenses de sécurité par habitant :

- Pour les dépenses de sécurité : comptes administratifs  
Pour le nombre d'habitants : INSEE

Police municipale armée:

Fichier data.gouv:

<https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/police-municipale-effectifs-par-commune/#>

Nombre d'habitants par policier municipal :

Pour le nombre de policiers municipaux :

<https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/police-municipale-effectifs-par-commune/#>

Pour le nombre d'habitants : INSEE

Incivilités pour 10 000 habitants :

<https://static.data.gouv.fr/resources/crimes-et-delits-enregistres-par-les-services-de-gendarmerie-et-de-police-depuis-2012/20190311-161302/crimes-et-delits-enregistres-par-les-services-de-gendarmerie-et-de-police-depuis-2012.xlsx>

### *f) Transports et mobilités*

Kilomètres de lignes de métros et ou de tramways : sites des autorités organisatrices des transports

Kilomètres de pistes cyclables pour 1000 habitants : site [www.amenagements-cyclables.fr](http://www.amenagements-cyclables.fr) (données Open Street Maps) et cartes des pistes cyclables : [www.pistes-cyclables.com](http://www.pistes-cyclables.com).

Nombre de vélos en libre-service pour 1 000

habitants: [https://www.statistiques.developpement-](https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2019-09/2018-comptes-transports-f-transports-voyageurs.xls)

[durable.gouv.fr/sites/default/files/2019-09/2018-comptes-transports-f-transports-voyageurs.xls](https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2019-09/2018-comptes-transports-f-transports-voyageurs.xls)

Nombre annuel d'heures passées dans les embouteillages, par conducteur :

- Centre for Economics and Business Research
- <http://inrix.com/scorecard/>

Nombre annuel d'accidents corporels de la circulation pour 10 000 habitants:

<https://public.opendatasoft.com/explore/dataset/accidents-corporels-de-la-circulation-millesime/table/?sort=datetime>

Nombre de bornes de recharge électrique pour 1 000 habitants : Somme du nombre des bornes standards, semi-accélérées, accélérées et rapides sur les limites géographiques de la ville : <https://fr.chargemap.com/map>

Part des transports en commun dans les modes de déplacement: Insee, recensement de la population 2015, exploitation complémentaire.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3714237#graphique-Figure1> Figure 2 « Proportion des différents modes de déplacement principal domicile-travail des salariés résidant dans les villes-centres des aires urbaines de plus de 400 000 habitants »

Part de la billetterie dans les recettes de fonctionnement :

Transports collectifs urbains de province, Évolution 2010-2015 - annuaire statistique,  
CEREMA

*g) Urbanisme et logement*

ATMO Occitanie

Part des logements sociaux : Site de la ville

Part des logements vacants :

- <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3564300?sommaire=3561690#consulter>
- <https://www.insee.fr/fr/statistiques/zones/1405599?debut=0&q=Comparateur+de+territoire>

Évolution du nombre de logements et de m<sup>2</sup> dont la commune a autorisé la construction :

<http://developpement-durable.bsocom.fr/Statistiques/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=14235>

Taux de propriétaires parmi les résidences principales :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3564300?sommaire=3561690#consulter>

Évolution des zones végétales et boisées de la commune :

[www.cerema.fr/system/files/documents/2018/05/evol\\_naf\\_com\\_2006\\_2016.ods](http://www.cerema.fr/system/files/documents/2018/05/evol_naf_com_2006_2016.ods)

# MUNICIPALES 2020

Les 11 plus grandes villes de France  
en chiffres sur :

[institutmontaigne.org/  
municipales2020](https://institutmontaigne.org/municipales2020)

INSTITUT  
MONTAIGNE

